



ETUDIER LES MIGRATIONS INTERNATIONALES SOUS LE PRISME DE LA TENSION : CAPITALISME, RESISTANCES, REFLEXIVITE.

APPEL A CONTRIBUTION – REVUE E-MIGRINTER

La notion de tension se définit, dans son acception minimale, comme « une situation d'équilibre précaire, de désaccord dans des relations entre personnes, entre groupes de personnes, entre collectivités, entraînant des risques de conflit, de crise, de rupture »¹. La tension désigne le fait pour les sujets individuels et collectifs d'être pris dans une forme d'hésitation entre des pôles antagonistes, que ces derniers soient des acteurs, des instances sociales (la famille, le travail), des idéologies, ou encore des positionnements. En somme, la tension résulte de l'hésitation entre la recherche de l'affrontement (en termes de conflits) et la volonté d'apaisement qui correspond à l'élaboration d'un nouvel équilibre. Cette notion permet de réfléchir aux différentes formes de conflits, qu'ils aboutissent au compromis ou à la négociation, pouvant faire advenir d'autres possibles (Bourdieu, 2002) et donner lieu à de nouveaux « arts de faire » (De Certeau, 1980). En amenant à identifier des équilibres et leurs transformations, la notion de tension peut s'avérer être un outil pour penser l'articulation entre les dispositions sociales individuelles et les structures sociales qui les déterminent.

Cet appel invite alors à voir comment la question migratoire se reconfigure au prisme de la tension. La façon dont les acteurs négocient leur place et leur positionnement peut effectivement donner lieu à des formes d'ajustement, de « bricolage » et de débrouille précieuses en contexte migratoire. Afin de relire les projets, parcours, trajectoires et expériences migratoires au prisme de cette notion, nous proposons aux auteur·e·s trois axes de réflexion : un premier a l'ambition de lire les migrations au regard de l'ordre capitaliste et des rapports de domination ; un deuxième aborde de plus près les formes de résistance élaborées par les sujets en migration ; un troisième interroge la positionnalité du chercheur sur son terrain et en relation avec ses enquêté·e·s. Des propositions de toutes les disciplines issues des sciences sociales (sociologie, anthropologie, sciences politiques, géographie, histoire, philosophie, droit) sont encouragées.

1. Réinscrire les migrations au prisme du capitalisme et des rapports de domination

Ce premier axe invite les auteur·e·s à remettre au cœur de l'analyse une approche critique du capitalisme en abordant les questions : des inégalités sociales, des rapports de domination et de leurs effets sur les trajectoires socio-spatiales des personnes migrantes ainsi que sur leurs subjectivités. Il s'agit de voir comment ces rapports se (ré)agentent en situation migratoire. La notion de tension pourra être déclinée par l'approche des rapports de domination (de classe, de race, de genre, de génération, etc.) qui se couplent à des rapports de production capitalistes qui organisent l'espace socio-économique et culturel. Une attention particulière sera portée aux populations subalternes et/ou dévalorisées qui pourront être abordées par le prisme du travail (entre autres informel et domestique) et de la relégation urbaine. La métropole, cœur battant du capitalisme contemporain (Harvey, 2018), repose notamment sur l'exploitation de travailleur·se·s peu qualifié·e·s, aux statuts d'emploi souvent dégradés, au premier rang

¹ <https://www.cnrtl.fr/definition/tension>

desquel·les se trouvent les immigré·e·s (Sassen, 2006). Ces dernier·e·s participent au développement d'une ville qu'ielles ne pourront habiter que dans ses marges toujours plus éloignées au fil de l'expansion urbaine (Rosa Bonheur, 2019). Ce qui ne les empêche pas de parvenir à y établir de nouvelles centralités locales d'autant plus puissantes qu'elles s'articulent tant bien que mal aux localités d'origine, souvent rurales. Les personnes migrantes produisent aussi des systèmes de sens et de pratiques qui peuvent agir comme des résistances locales, ou tout du moins des façons d'atténuer la violence symbolique de ces rapports et des inégalités consubstantielles. Les propositions d'articles pourront s'inscrire dans cette lecture, participant dès lors à une compréhension des réalités urbaines au prisme d'une tension entre les continuités des processus globaux du capitalisme et de l'urbanisation et les discontinuités urbaines introduites par les échanges et les pratiques des personnes qui y vivent et y travaillent au quotidien (Lefebvre, 1968).

2. (Im)mobilités en résistance : ancrages en tension dans les expériences migratoires

Les auteur·e·s pourront proposer des articles portant sur les formes de résistances élaborées par les migrant·e·s pour s'ancrer dans des territoires hostiles. Ces résistances se déclinent en diverses stratégies et actions entreprises pour contrebalancer des politiques urbaines inhospitalières ou des politiques d'accueil ambivalentes, visant à contrôler et à sélectionner les flux migratoires (Bony, Chabrol et al, 2021). Dans cette logique, la capacité à s'ancrer dans un espace caractérisé par des politiques de rejet peut être appréhendée comme un mécanisme de résistance qui s'incarne non seulement dans des lieux de vie, mais également dans des relations interpersonnelles et dans des réseaux solidaires. Nous invitons les auteur·e·s à réfléchir à l'ancrage comme opportunité de mise à profit de compétences acquises lors des étapes du parcours migratoire. S'ancrer permet de satisfaire les besoins primaires d'affirmation de son identité, d'un désir de vie privée et d'un sentiment de sécurité (Malmberg, 1980 ; Abdessadek, 2012). S'intéresser à ces formes de résistance permettra de mettre au jour une tension entre politiques de rejet et tentatives d'installation, entre errance et ancrage, en s'intéressant en premier lieu aux initiatives développées par les migrant·e·s pour prendre place dans la ville et améliorer leur existence : par exemple, la création d'entreprises dans le pays « d'accueil » génératrices d'emplois ou encore des actions en faveur du logement avec la création de camps informels dans l'espace public ainsi que l'ouverture de squats. Des travaux sur des initiatives militantes œuvrant à revendiquer et faire valoir les droits des migrant·e·s pourront également être interprétés par le prisme de la tension. On pense par exemple à la création de collectifs (comme les gilets noirs) qui organisent des actions engagées, manifestations, etc. Ces actes de résistance sont le plus souvent opérés en collectivité à l'aide de réseaux constitués avant la migration, lors du parcours migratoire ou dans le pays d'arrivée (réseaux familiaux, associatifs, de ressortissants, etc.). En définitive, ce deuxième axe appelle des contributions qui interrogent la façon dont les personnes migrantes appliquent des « capacités tactiques et stratégiques d'initiative et d'action » (Bertaux, Delcroix, Pfeferkorn, 2011 : 53) pour s'ancrer dans des espaces qui leur sont hostiles.

3. Les chercheur·e·s : des équilibristes dans le jeu des tensions

Un dernier axe plus méthodologique invitera les auteur·e·s à réfléchir à leur position au sein des tensions dans lesquelles sont pris les enquêté·e·s. Ces questionnements sont d'autant plus importants dans les études migratoires où les rapports d'inégalités entre les chercheur·e·s et leurs enquêté·e·s sont souvent renforcés du fait d'héritages coloniaux et post-coloniaux et plus largement de rapports sociaux consubstantiels (Kergoat, 2011). Différents points pourront être abordés. Tout d'abord, au sein d'une multiplicité de structures, d'institutions, d'individus qui s'organisent, coopèrent et s'opposent, comment se négocie l'intrusion du ou de la chercheur·e et surtout comment sa présence se maintient-elle face au risque d'être considéré comme rattaché

à un groupe particulier (journalistes, forces de l'ordre, associations) ou d'en partager les points de vue et les causes ? Par ailleurs, le recours au milieu associatif et/ou à celui des organisations internationales, comme point d'entrée sur le terrain est courant dans les études migratoires. Cette entrée stratégique constitue autant un accès primordial à la parole d'acteurs centraux qu'un biais pouvant orienter les représentations sur l'objet d'étude. Cette position intermédiaire peut être poussée plus loin en passant parfois par le bénévolat, voire le militantisme, revenant *de facto* à occuper une place différente dans le jeu de tensions du terrain. Le numéro invite à déconstruire ce glissement entre « chercheur·e supposément neutre » et « être social et/ou politique ». Enfin, les auteur·e·s pourront mener une réflexion sur la positionnalité du ou de la chercheur·e et sur les rapports intersectionnels de domination, voire de violence qu'elle peut susciter sur des terrains portant sur des dynamiques migratoires. Les propositions portant sur l'imposition de la temporalité de la recherche, les réactions des concerné·e·s face à la sur-étude de certains terrains et populations, les dilemmes moraux (Tarrus 2016) sur les terrains sensibles (entendus au sens large, des terrains menés auprès de personnes en situation de vulnérabilité à ceux prenant place en contexte sécuritaire) sont encouragées.

Les propositions d'articles, rédigés en français, comporteront environ 300 mots (bibliographie non incluse). Merci de vous reporter aux recommandations aux auteurs pour les normes de présentation du texte, de la bibliographie et des illustrations :

<https://journals-openedition-org.ressources.univ-poitiers.fr/e-migrinter/332>

Les propositions d'articles devront être envoyées avant le **25 février 2022** à l'adresse mail suivante : emigrinter.tension@gmail.com

Bibliographie

- Abdessadek, M.**, (2012), « Identité et migration : le modèle des orientations identitaires », *L'Autre*, vol. 13, n°3, p. 306-317.
- Bertaux, D., Delcroix, C. & Pfefferkorn, R.**, (2011), « Migrations, racismes et résistances », *Migrations Société*, vol. 133, n°1, p. 45-53.
- Bony, L., Chabrol, M., Letniowska-Swiat, S.** (2021) « De la « ville revanchiste » à la « ville solidaire » », *Espaces Populations et Sociétés*, n° 2-3, URL : <https://journals.openedition.org/eps/11444>
- Bourdieu P.** (2002), *Questions de sociologie*, Les Editions de Minuit, Paris, 288 p.
- Certeau, M. de**, (1980), *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Union générale d'édition, Paris, 374 p.
- Harvey, D.**, (2018), *Géographie de la domination : Capitalisme et production de l'espace*, Amsterdam, 200 p.
- Kergoat, D.**, (2011), « Comprendre les rapports sociaux », *Raison présente*, 2011, vol. 178, n° 1, p. 11-21.
- Lefebvre, H.**, (1968), *Le droit à la ville*, Economica, Paris, 135 p.
- Malmberg, T.**, (1980), *Human Territoriality*, Walter De Gruyter, La Hague, 352 p.
- Rosa Bonheur**, (2019), *La Ville Vue d'en bas*, Amsterdam, Paris, 288 p.
- Sassen, S.**, (2006), « Vers une analyse alternative de la mondialisation : les circuits de survie et leurs acteurs », *Cahiers du Genre*, vol. 40, n°1, p. 67-89.
- Tarrus, A.**, (2016), « Les routes euro-méditerranéennes discrètes de l'exode moyen-oriental », *Multitudes*, vol. 64, n° 3, p. 101-109.